



RENCONTRES INTERNATIONALES DE RECHERCHES SUR LE JOURNALISME

Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine, 8-10 décembre 2022

Les *Rencontres internationales de recherches sur le journalisme* se tiendront du 8 au 10 décembre 2022 à l'Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux, France). Les échanges se tiendront en présentiel et seront également retransmis en direct.

Les *Rencontres* réunissent trois événements :

- la troisième édition du *Brazil - France - Francophone Belgium Journalism Research conference*,
- la sixième édition du colloque *MEJOR (Changements structurels dans le journalisme)*,
- la seconde journée d'étude des *Jeunes chercheur-es en journalisme*.

Les chercheur-es peuvent postuler à l'une ou l'autre des trois manifestations.

Calendrier

- Clôture de l'appel le 1er mai 2022.
 - Résultats communiqués le 1er juin 2022.
 - Colloque les 8, 9 et 10 décembre 2022.
- 

Journalisme et combat

8-10 décembre 2022

Les Rencontres internationales de recherches sur le journalisme sont organisées par :

MICA, Médiations, Informations, Communication, Arts
(Université Bordeaux Montaigne)

ReSIC, Centre de recherches en Sciences de l'information et de la communication (Université libre de Bruxelles)

LaPIJ, laboratoire des pratiques et identités journalistiques
(Université libre de Bruxelles, Belgique - Université de Mons, Belgique - Université de Montréal, Canada)

LaRSH, Laboratoire de Recherche Sociétés & Humanités et collectif J2I
(Université Polytechnique Hauts-de-France)

GRIPIC, Groupe de recherche interdisciplinaire sur les processus d'information et communication, Celsa (Sorbonne-Université, France)

Arènes, UMR CNRS 6051 (CNRS - Université Rennes 1, Science Po Rennes, Université de Haute Bretagne, EHESP), France

Programa de Pós-graduação em Comunicação
(Université de Brasília), Brésil

Université Laval, Québec

SBPJor - Associação Brasileira de Pesquisadores de Jornalismo

Les communications peuvent être proposées en français, en portugais et en anglais. Elles doivent être envoyées à l'adresse colloque.mejor@gmail.com. Sont acceptées les recherches d'auteur-es docteur-es ou doctorant-es, individuelles ou collectives. Les étudiant-es en Master pourront soumettre en signature collective avec un-e docteur-e. Les auteur-es devront transmettre une proposition de communication de 6 000 signes (indiquant la problématique, la méthode, le terrain ou corpus et la bibliographie de référence). Après sélection par le comité scientifique, les auteur-es devront transmettre le texte complet de l'article (30 000 à 40 000 signes). Ces journées sont placées sous l'égide de la revue internationale *Sur le journalisme – About Journalism – Sobre jornalismo*, de la *SBPJor* (Associação Brasileira de Pesquisadores em Jornalismo) et de *Brazilian Journalism Research* (BJR). Les travaux présentés pourront faire l'objet d'une publication dans l'une des deux revues.

Processus et critères de sélection :

Les travaux seront évalués à l'aveugle par des membres du comité scientifique. Les critères de sélection sont :

- Originalité et lien avec le domaine d'étude
- Adéquation avec la thématique
- Champ et pertinence de la bibliographie utilisée
- Adéquation théorique et méthodologique
- Clarté, cohérence et respect des exigences de la littérature scientifique

À la suite des premières *Rencontres internationales de recherches sur le journalisme* organisées en juillet 2021 à Valenciennes dont l'un des axes abordait la question du journalisme et des violences, nous souhaitons continuer à explorer cette thématique à travers le prisme des combats. La question des combats du journalisme peut en effet, d'une cer-

taine manière, recouper celle des violences et il nous a paru intéressant de poursuivre les discussions initiées lors de la précédente édition. Ainsi, les combats recouvrent aussi bien les résistances aux violences que les luttes et les mobilisations, dont les modalités et formes telles qu'elles sont développées par le journalisme et les journalistes méritent d'être examinées.

Un **premier axe de recherche** sera développé autour des questions organisationnelles et professionnelles. Il accueillera des analyses historiques et contemporaines sur les combats menés par les individus-journalistes, les groupes professionnels pour défendre le journalisme, à la fois, en interne, dans l'organisation ou publiquement. Il permettra également d'interroger la combativité protéiforme des journalistes.

Un **deuxième axe de recherche** s'intéressera au journalisme de combat et aux journalistes militant·e·s qui engagent leur activité journalistique dans des rapports de force, des conflits, des luttes ou au service d'une cause, notamment pour en proposer un traitement médiatique spécifique. Il vise à initier, sans toutefois s'y limiter, une réflexion tant sur les motifs et les causes qui conduisent à un tel engagement, que sur les moyens techniques, les ressources humaines et les méthodes que le journalisme de combat mobilise.

Un **troisième axe de recherche**, enfin, proposera une réflexion méthodologique sur l'engagement des chercheur-es en journalisme, en invitant les jeunes chercheur-es et doctorant-es à interroger les différents positionnements et combats que recouvre et engendre la recherche en journalisme dans une démarche autoréflexive.

Axe 1 : Le journalisme, une profession de combats

Cet axe de recherche propose d'interroger les combats, tant historiques que contemporains, menés par les journalistes, par les rédactions ou par le groupe professionnel pour *défendre le journalisme*, ses identités, ses rôles, ses pratiques, son autonomie, ses prérogatives, ses territoires ou encore les droits et intérêts de ses travailleur-euses. Il soulève plusieurs questions : quelles sont les causes de ces combats ? Quels enjeux comportent-ils ? Quels sont les acteurs qui y prennent part ? Comment ces combats sont-ils menés ? Quelles sont les issues de ces combats ? Comment dépasser les échecs des combats ? Analyser *les combats du journalisme* contribue entre autres à mieux percevoir la manière dont les identités professionnelles journalistiques se construisent et se déploient au travers des luttes, à mieux comprendre les relations entre les différents acteur-rices du journalisme en rapport avec d'autres espaces, d'autres "mondes" et à analyser l'évolution du pouvoir, du rôle et de la place du discours professionnel pour le journalisme et la société elle-même. Analyser les combats du journalisme nécessite de comprendre les interactions entre divers groupes - dans les rédactions, les syndicats, les associations ; et entre eux - mais aussi les relations que les journalistes tissent avec les mondes politiques, les mouvements sociaux, ou encore les mondes académiques afin de défendre leurs intérêts et valeurs communs. Si, historiquement, les processus de construction identitaire et de délimitation des frontières du monde du travail sont le résultat de luttes et d'alliances entre journalistes, associations, syndicats et acteur-rices politiques, voire même avec l'État, d'autres formes de mobilisation surgissent actuellement pour défendre des causes telles que la lutte contre la désinformation, la protection des sources (notamment des lanceurs d'alerte), la défense de la transparence des actions gouvernementales et de l'accès à l'information par les journalistes. Cet axe permet ainsi d'explorer les dynamiques collectives qui traversent et alimentent la défense du métier.

Sans s'y réduire, les communications attendues pourraient porter sur les combats des journalistes ou des rédactions au sein de l'entreprise médiatique. **L'engagement dans l'entreprise médiatique** peut revêtir plusieurs formes : lutter pour ses droits en tant que travailleur-euse (salarié-e, indépendant-e ou pigiste), en tant que femmes journalistes (Damian-Gaillard, *et al*, 2021), ou que personnes se définissant comme minoritaires. Les luttes peuvent aussi être professionnelles pour défendre sa rédaction (Dupuy, 2016), sa place, ses prérogatives et son pouvoir en interne, se mobiliser pour faire évoluer les pratiques, pour protéger la déontologie (Ferrucci et Kuhn, 2022). Les luttes peuvent aussi permettre de se défendre vis-à-vis des attaques extérieures contre son travail ou son organisation médiatique (Gonzalez, 2021). Ces luttes prennent des formes différentes, s'incarnent dans des collectifs structurés, informels, parfois temporaires (Dupuy, 2016). Ce sous-axe comprend également des travaux portant sur la mise en place ou la mobilisation de collectifs internes à l'entreprise que ce soit des sociétés de rédaction, une représentation syndicale (Marquez-Ramirez, *et al*, 2021), des collectifs pour l'éthique et la déontologie en interne, pour lutter contre le harcèlement en rédaction ou en ligne (Posetti, 2021), etc. ou de collectifs extérieurs (union professionnelle, association de journalistes indépendant-es, etc.) qui prendraient part aux combats menés au sein des organisations.

Les communications proposées dans cet axe pourraient également aborder **les combats collectifs publics** des journalistes. Il s'agirait, par exemple, d'étudier les luttes conduites nationalement (historiquement ou de façon plus contemporaine), les débats et discours autour de la délimitation des frontières et des statuts, ou encore les combats pour la constitution d'organismes d'autorégulation du journalisme, tels que les conseils de déontologie journalistique,

la protection des sources, les combats pour la création de lois d'accès à l'information ou des discours de défense contre les attaques faites au journalisme. L'axe accueillera également des communications portant sur la structuration ou les combats d'organisations internationales de défense des travailleur-euses du monde journalistique (IFJ, EFJ, OIT, etc.) ou de la liberté de la presse (RSF, Article 19, etc.) qui contribuent à faire circuler des discours sur la liberté de la presse, la liberté d'expression, la démocratie, et plus spécifiquement la protection des journalistes, ou la pérennisation de leur mémoire.

Cet axe propose, enfin, de s'intéresser aux manières dont les identités journalistiques **incorporent la combativité**, en perpétuant les processus de constructions identitaires et les stratégies de négociation/conservation du statut. Il renvoie aux recherches portant sur les typologies des rôles sociaux (rôles professionnels) des journalistes (*watchdog*, *advocacy*) (Moreira et Oller Alsonso, 2018) et qui tentent de problématiser la manière dont le combat est constitutif des dynamiques de définitions et de délimitation des identités journalistiques. Il sera possible d'explorer les contextes spécifiques qui permettent l'émergence de journalistes militant-es, engagé-es dans des causes sociales ou collectives. Si d'un côté, les identités sont construites historiquement en relation avec les espaces politiques et intellectuels, plus récemment, les projets de journalisme alternatif, de journalisme engagé, de journalisme de solution (Amiel, 2020), et bien d'autres modalités journalistiques assignent le-la journaliste à une posture de combat face à de nombreux enjeux sociaux qui peut reconfigurer, déplacer ou disperser les figures des professionnel-les et du métier. Enfin, les combats de journalistes peuvent aussi être perçus en lien avec la construction d'une posture publique, une marque distinctive de ce-tte professionnel-le face à ses pairs et ses publics. Celle-ci peut, par exemple, se percevoir dans la place des polémistes, des figures médiatiques intellectuelles, des

commentateur-rices, qui réactualisent certaines postures combatives face aux crises de leur temps.

RÉFÉRENCES

Damian-Gaillard, B., Montañola, S. & Saitta, E. (2021). *Genre et journalisme. Des salles de rédaction aux discours médiatiques*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.

Dupuy, C. (2016). *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, 198 p. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Ferrucci, P., & Kuhn, T. (2022). “Remodeling the Hierarchy: An Organization-Centric Model of Influence for Media Sociology Research”, *Journalism Studies*, 1-19.

Gonzalez, R. A. (2021). “Mexican Journalism Under Siege. The Impact of Anti-press Violence on Reporters, Newsrooms, and Society”, *Journalism Practice*, 15(3), 308-328.

Márquez-Ramírez, M., Amado, A., & Waisbord, S. (2021). “Labor Precarity and Gig Journalism in Latin America” in *Newswork and Precarity* (pp. 137-150). Routledge.

Moreira, S. V. & Oller Alonso, M. (2018) “Journalists in Newsrooms: Professional Roles, Influences, and Changes to Journalism”, *Brazilian journalism research*, 14(2), pp. 304–317. doi: 10.25200/BJR.v14n2.2018.1146.

Posetti, J. (2021). “The new frontline: Women journalists at the intersection of converging digital age threats”, in *Insights on Peace and Conflict Reporting* (pp. 121-138). Routledge.

Axe 2 : Journalisme de combat et journalistes au combat

Cet axe propose de se pencher tant sur les motifs et les causes qui conduisent à un tel engagement, que sur les moyens techniques, les ressources humaines et les méthodes que le journalisme de combat mobilise au service d'un traitement médiatique spécifique.

Les communications pourraient étudier, par exemple, **l'émergence de nouvelles formes de productions médiatiques et d'investigation journalistique** à la hauteur des défis à relever. De grandes enquêtes collaboratives font ainsi appel à des moyens hors normes. Pour les *Pandora papers* (2021), l'*International Consortium of Investigative Journalists* (ICIJ) a réuni près de 600 journalistes et 150 médias du monde entier pour examiner près de 12 millions de documents. Ailleurs, comme ce fut le cas pendant les quatre années du siège de Sarajevo au milieu des années 90, le "combat" dans des zones de guerre a conduit les journalistes à imaginer, pour mieux poursuivre leur travail tout en minimisant les risques pris, des modalités de coopération en rupture avec le système concurrentiel qui gouverne les médias. A une échelle plus locale au Brésil, lors des manifestations qui se sont déroulées à Rio de Janeiro en 2013-2014, les *Midia Ninja* se sont fait connaître comme médias activistes à travers leurs usages des technologies numériques et leurs tactiques organisationnelles au sein des communautés concernées (Martinez, Persichetti, 2015 ; Landesman, Davis 2018). Par leurs photos, leurs blogs, des médias alternatifs ont alors émergé, portés par des ONG ou des "ING" (individus non gouvernementaux), au fort pouvoir mobilisateur et créateur d'espaces de résistance comme le collectif Molambo. La question du militantisme ressurgit ici : comment ce journalisme engagé, intégré et non plus seulement embarqué, devient-il performatif pour les communautés dont il est le porte-voix et, bien au-delà, pour toute la société qu'il ébranle et bouscule ? Dernière-

ment au Brésil, l'isolement social, exigé à partir de 2020 en raison de la pandémie, a interféré dans les stratégies narratives du journalisme dit de périphérie, qui a réagi à cette situation en se tournant davantage vers l'utilisation d'outils comme le podcast (Rovida, 2021). Par leur combat, les journalistes sont soumis-es à une exigence de créativité qui touche de multiples aspects de leurs pratiques.

On pourra se demander également si les journalistes et les médias participent par leurs combats à une économie de la violence, quand elles-ils exacerbent, maintiennent ou neutralisent les tensions par la couverture médiatique d'événements ou par le traitement de l'information. Ces questions pourraient être envisagées sous les angles juridique, politique et éthique, en particulier quand elles se heurtent aux devoirs et aux normes déontologiques du journalisme. On interrogera ainsi les fonctions incitatives des productions journalistiques et plus généralement des médias lorsqu'ils participent aux tensions ou attisent les conflits. Dans quelle mesure certains d'entre eux exhortent-ils à la violence, à la haine ? Après le génocide rwandais (1994), le Tribunal Pénal International du Rwanda (TPIR) a déclaré coupables des animateurs de la Radio Libre des Mille Collines se présentant comme des journalistes pour avoir diffusé des programmes destinés à inciter le public à commettre des actes de génocide (Kellow, Steeves, 2006). De tels événements dramatiques comme l'affaire des médias rwandais ont contribué à questionner leur rôle (Chrétien, 1995 ; Lailiberté, 2012 ; Frère & alii, 2017). Plus récemment, les polémiques autour des magazines français *Causeur* et *Valeurs actuelles*, accusés d'incitation à la haine et à la violence, et pour ce dernier titre condamné par les tribunaux à partir de 2015, suggèrent de poursuivre un tel questionnement. Comment qualifier ces agissements : simple provocation ou incitation assumée ? Relèvent-ils d'une stratégie po-

litique et idéologique où journalisme et médias seraient les instruments d'une propagande qu'ils relaient ? S'agit-il d'une tactique commerciale, l'adoption d'un registre polémique visant à capter l'attention du public ? Quelles qu'en soient les raisons, les conséquences sur les victimes sont-elles envisagées, connues, évaluées, réfléchies ? De la même manière, qu'en est-il de la figure et de la parole du/de la journaliste lorsqu'il-elle prend part à des polémiques sur les réseaux sociaux et contribue à les nourrir : s'exprime-t-il-elle en son nom propre ou en tant que professionnel-le ? À quels risques est-il-elle confronté-e par un tel engagement ? Plus largement, ces pratiques sont-elles la marque d'une liberté d'expression vigoureuse ou un aveu d'échec de l'auto-régulation des journalistes et des médias (Bertrand, 1999) ?

A l'inverse, dans cette économie de la violence, qu'expriment **les combats des journalistes** lorsqu'ils décèlent, mettent en lumière et **traduisent la souffrance du monde** en la documentant (Sontag, 2003) ? Peut-on dire des productions journalistiques qu'elles ont une fonction cathartique ? Par exemple, depuis 40 ans, le photojournaliste James Nachtwey livre "avec puissance et grâce" (Nachtwey, 2018) un témoignage éloquent de la douleur, de l'injustice, de la violence et de la mort à travers le monde. Cela amène les questions suivantes : le journalisme de combat apaise-t-il les souffrances ? En serait-il l'antidote ? Procurerait-il une sorte de consolation parce qu'il conduirait au plus près des victimes des rapports sociaux, de l'histoire et des catastrophes naturelles ? Contestant la représentation médiatique des conflits, Jake Lynch a fait la promotion d'un "journalisme de paix" conscient de sa participation à cette économie de la violence (Lynch, 2015). La même inspiration se retrouve dans le travail du photographe de guerre Karim Ben Khelifa. Son installation immersive en réalité virtuelle intitulée *The Enemy* (2017) entend redonner figure

humaine aux ennemis irréconciliables. En quoi le “journalisme de paix” et ses dérivés renouvellent-ils le journalisme de combat ? Tiennent-ils vraiment leur promesse ?

La scène de guerre fait apparaître de **nombreux autres acteur·ices et situations communicationnelles** que la seule observation par un·e reporter·e indépendant·e structurellement des belligérant·es. Il faut tout d’abord envisager tous les dispositifs d’embarquement, aujourd’hui désignés en anglais par le terme *embedding*, de reporter·es au sein des troupes. Ces dispositifs, dont on trouve trace dès le 19^e siècle (Brogniez, 2011), encadrent et contraignent le témoignage. Ils ont été utilisés durant le premier conflit mondial (Maurin, 2009) et raffinés lors de la première guerre du Golfe (Bizimana, 2014). Il est nécessaire ensuite d’observer que les groupes politiques engagés dans la lutte armée forment des unités d’agent·es de communication qui utilisent des moyens journalistiques et médiatiques. Ce fut le cas lors de la guerre d’Espagne (Marqués Posty, 2008), la guerre d’indépendance du Vietnam (Tran, 2019), au Mexique et en Palestine (Ferron, 2012) et plus récemment lors du conflit en Syrie (Augé, 2016). Enfin, la scène de guerre fait apparaître un type d’acteur·rices souvent ignoré bien qu’essentiel : les militaires elles-mêmes, équipé·es de moyens considérables de captation, de production et de diffusion directe ou en partenariat avec les médias. Le dispositif a été industrialisé par les armées nazies lors du second conflit mondial (Bolz et *al*, 2022) et développé en contexte libéral par les armées française (Rodier-Cormier, 2002) et américaine au Vietnam (Hallin, 1986). Ce prisme permet d’envisager comment l’engagement violent dans toutes ses formes incorpore une large dimension communicationnelle, faisant de la propagande et du journalisme des armes d’une forme de guerre que l’on a parfois qualifiée de psychologique (Mattelart, 2015, Villatoux, 2005). La violence à l’égard des journalistes, physique, psychologique ou juridique fait partie des stratégies de silence ou au contraire d’exposition médiatique comme le prouvent les assassinats ciblés en Syrie, au Pakistan et au Mexique, notamment.

RÉFÉRENCES

- Augé, R. (2016). Daech et les médias : coulisses d'un mariage forcé. *Hérodote*, 160-161, 209-222.
- Bertrand, C. J. (1999). *L'arsenal de la démocratie: médias, déontologie et M*A*R*S*. Economica.
- Bizimana, A. J. (2014). *Le dispositif embedding: surveillance et intégration des journalistes en Irak*. PUQ.
- Bolz, L., Charbonneaux, J., Féraud, N., & Utard, J.-M. (2022). Les PropagandaKompanien : des reporters soldats. *Sur le journalisme-About journalism-Sobre jornalismo*, vol. 10-1, (à paraître en juin).
- Brogniez, L. (2011). Une odyssée en 1860. Dumas «embarqué» : du voyage au reportage. *Gigante C. & Van den Bergh D. (dir.), Il romanzo del Rizorgimento*. Bruxelles: P.I.E. Peter Lang.
- Brunet, F. (2004). Susan Sontag, *Devant la douleur des autres*, trad. de l'anglais par F. Durant-Bogaert, Paris, Christian Bourgois, 2003, 139 p., 12 E. Études photographiques, (15), 149-150.
- Ferron, B. (2012). *Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006)*, Contribution à une analyse de la société transnationale, thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes 1, 808 p.
- Frère, M. S., Coquio, C., Robinet, F., Brinker, V., Dauge-Roth, A., Hoppenot, E., & Réra, N. (2017). Mutations de l'espace journalistique rwandais: les multiples facettes d'un système médiatique» post-génocide». Rwanda, 1994-2014. Histoire, mémoires et récits, 1, 203-222.
- Hallin, D. C. (1986). *The uncensored war—The media and Vietnam*. New York.
- Kellow, C. L., & Steeves, H. L. (1998). The role of radio in the Rwandan genocide. *Journal of communication*, 48(3), 107-128.
- Laliberté, A. (2013). *Le journalisme entre guerre et paix au Rwanda*. Presses de l'Université Laval.
- Landesman, T., & Davis, S. (2018). Cracks and reformations in the Brazilian mediascape: Mídia NINJA, radical citizen journalism, and resistance in Rio de Janeiro. *Protests in the Information Age*, 56-72.
- Le Cam, F., Pereira, F. & Ruellan, D. (éd.) (2021). « Violences publiques envers les journalistes et les médias », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 10, n°1 - 2021, 15 juin - juin 15 - 15 de junho.
- Lynch, J. (2015). Peace journalism: Theoretical and methodological developments. *Global Media and Communication*, 11(3), 193-199.
- Marqués Posty, P., & Vincent, B. (2008). *Espagne 1936: correspondants de guerre. L'ultime dépêche*. Paris, L'Harmattan.
- Martinez, M., & Persichetti, S. (2016). *Mídia Ninja: a narrativa fotojornalística brasileira na era digital*. *Líbero*, (35), 55-64.
- Mattelart, A. (2015). *Communication, idéologies et hégémonies culturelles. Une anthologie en trois volumes (1970-1986)*. Paris: Presses des Mines.
- Maurin, J.-L. (2009). *Combattre et informer L'armée française pendant la première guerre mondiale*. Ploemeur: Editions Codex.
- Nachtwey, J. (2018). *Memoria*. Contrasto.
- Rodier-Cormier, B. (2002). *Aux origines de la communication de défense?: Indochine 1945-1954*. Ed. des Riaux.
- Rovida, M. (2021). Em Quarentena—um podcast da Agência Mural de Jornalismo das Periferias. *RuMoRes*, 15(30), 11-34.
- Thi Ngoc Nhung, T. (2019). *Les journalistes nord-vietnamiens lors de la guerre du Vietnam 1955-1975*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et la communication, Université de Rennes.
- Villatoux, P., & Villatoux, M. C. (2005). *La République et son armée face au péril subversif: guerre et action psychologiques en France, 1945-1960*. Les Indes savantes.

Axe 3 : Les combats des chercheur·es en journalisme : réflexivité autour de nos normes et pratiques

Dans le cadre de cette journée méthodologique, nous souhaitons aborder la thématique des combats par le prisme de l'engagement des chercheur·es, que ce soit par leurs approches ou le choix de leurs objets de recherche, l'adoption d'une posture militante ou encore la gestion des enjeux politiques/politisés autour de leur sujet. Nous voulons aborder la question du traitement du militantisme dans les médias et de l'activisme médiatique, mais aussi des différentes formes d'engagements que l'on peut étudier (politique, citoyen, féministe, etc.) et dans lesquels on peut, ou non, se retrouver en tant que chercheur·es.

Au-delà des problématiques générales sur la place des sciences sociales dans la société ou du rôle politique et de la responsabilité sociale des universitaires, nous voulons questionner les spécificités des chercheur·es en journalisme. Nous souhaitons ainsi amener les contributeur·rices à proposer une réflexion sur leur(s) positionnement(s) en tant que chercheur·es (savant·e, expert·e, observateur·rice neutre ou impliqué·e, chercheur·e engagé·e, militant·e) et à creuser les formes et les modalités de l'autoréflexivité sur leur(s) engagement(s) dans la recherche et vis-à-vis de leur objet de recherche.

L'engagement des chercheur·es peut être vu autant comme un atout (il permet de toucher au monde social au plus près) qu'un désavantage pour la recherche (il faut pouvoir se distancier de son expérience du réel), de même que les outils des sciences sociales sont à la fois des ressources mais aussi des écrans pour la construction et la compréhension de l'objet d'étude. Les outils d'auto-socio-analyse et d'objectivation pourront ainsi permettre de procéder à une analyse du monde à travers l'analyse de soi, c'est-à-dire à une restitution de sa propre carrière dans le monde social étudé. La dimension objectivante du concept interactionniste

de carrière permettra, par exemple, de mettre en œuvre la « ficelle » de l'objectivation comme pratique de dévoilement (Becker, 2002), et de se centrer sur les positions successives occupées à l'intérieur d'un monde dans une perspective dynamique et processuelle.

Plusieurs théories et travaux pourront être mobilisés de manière critique, à titre d'exemple, afin de questionner les postures des jeunes chercheur·es : l'épistémologie de point de vue ou les savoirs situés de Harding (1992) et Haraway (2007) ; les épistémologies féministes, et la question de la subjectivité de la recherche, avec notamment les travaux de Flores Espinola (2012) ou de Steiner (2021) ; l'approche constructiviste, avec les travaux classiques de Bourdieu (1987), mais aussi de Neveu (2003), de Delforce (2004) et de Frère et Jacquemain (2008) ; ou encore l'engagement en sciences sociales et plus particulièrement en journalisme, avec les travaux de Stengers et Schlanger (1989), et les liens entre journalisme et sciences sociales (Bastin, 2016).

Afin d'analyser les spécificités des chercheur·es en journalisme, quelques pistes pourront être explorées : la concurrence des discours des chercheur·es et des professionnel·les du journalisme, notamment sur des questions de réflexivité ; les normes des chercheur·es avec des expériences professionnelles antérieures (dans le journalisme ou non) ; la question du militantisme et de l'engagement des chercheur·es en journalisme dans l'espace public et médiatique et plus largement de la place du métier de chercheur·e en journalisme dans la société ; les conditions de travail des jeunes chercheur·es en journalisme et leur place dans la recherche scientifique.

Nous proposons ainsi de penser l'engagement des chercheur·es comme un processus dynamique, en évolution constante et invitons les participant·es à interroger leurs

postures lors des différentes étapes autour desquelles s'articule la recherche :

- la construction de l'objet d'étude ;
- le choix, l'accès et la relation au terrain ;
- la démarche méthodologique ;
- le récit et la narration de sa recherche ;
- l'après : le travail de médiation et de médiatisation de la production scientifique.

Les évolutions potentielles desdites postures tout au long des trajectoires pourront également être mises en lumière, de même que l'imbrication ou la différenciation des carrières de militant·es et de chercheur·es.

Cette journée d'étude sera ainsi l'occasion de nous intéresser aux combats dits "à la mode", aux différentes modes successives (des innovations dans le journalisme avec le web à la "prise au sérieux" des discours des opprimé·es en passant par l'étude du journalisme participatif et des publics, des acteurs aux marges ou des approches féministes et intersectionnelles, sans chercher à être exhaustif·ves) ainsi qu'aux modes de combat adoptés par les chercheur·es. On observe en effet la légitimation de certains terrains, objets et méthodes de recherche qui délimitent les contours de ce qui peut ou doit être considéré comme du journalisme, à travers des mouvements de rétraction ou d'extension des frontières du journalisme, notamment vis-à-vis de pratiques communicationnelles ou militantes.

RÉFÉRENCES

- Bastin, G. (2016). "Le journalisme et les sciences sociales. Trouble ou problème ?". *Sur le journalisme, About Journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 5, n°2 - 2016, mis en ligne le 26 décembre 2016.
- Becker, H. S. (2002). *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris: Editions La Découverte & Syros.
- Delforce, B. (2004). "Le constructivisme: une approche pertinente du journalisme", *Questions de communication*, (6), 111-134.
- Flores Espínola, A. (2012). "Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du 'point de vue'", *Cahiers du Genre*, 53, 99-120.
- Frère, B., & Jacquemain, M. (2008). "Fonder ou représenter: de l'apriorisme et du constructivisme en sciences sociales", *Épistémologie de la sociologie*, 11-28.
- Garfinkel, H. (2001). "Le programme de l'ethnométhodologie", in *L'ethnométhodologie: Une sociologie radicale*, La Découverte, Paris, pp. 31-56.
- Haraway, D. (2007). "Savoirs situés: la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle", *Manifeste cyborg et autres essais*, Exils Editeurs, Paris, 107-143.
- Harding, S. (1992). "Rethinking Standpoint Epistemology: What is 'Strong Objectivity'?" *The Centennial Review*, 36(3), 437-470.
- Le Cam, F., & Pereira, F. (2016). "Interroger les normes des chercheurs en journalisme - Introduction", *Sur Le Journalism, About Journalism, Sobre Jornalismo*, 5(2), 16-20. Consulté à l'adresse <https://revue.surlejournisme.com/slj/article/view/262>
- Neveu, É. (2003). "Recherche et engagement: actualité d'une discussion", *Questions de communication*, (3), 109-120.
- Steiner, L. (2021). "A Feminist Ethics for Journalism", in Ward S.J. (eds) *Handbook of Global Media Ethics*, Springer.
- Stengers, I., & Schlanger J.E. (1989). "Introduction", in *Les concepts scientifiques. Invention et pouvoir*, Paris : Gallimard, 9-28.

Comité scientifique

Marie-Christine Lipani
(MICA, Université Bordeaux Montaigne) - France

Etienne Damome
(MICA, Université Bordeaux Montaigne) - France

Sandrine Lévêque (Ceraps, Sciences Po Lille) - France

Lisa Bolz (GRIPIC, Sorbonne Université) - France

Roselyne Ringoot
(GRESEC, Université Grenoble Alpes) - France

Pauline Amiel (IMSIC, Université Aix-Marseille) - France

Jérémy Nicey (PRIM, Université de Tours) - France

Camila Cabral Arêas
(LCF, Université de La Réunion) - France

Aimé-Jules Bizimana
(Université du Québec en Outaouais) - Canada

Colette Brin (Université Laval) - Canada

François Demers (Université Laval) - Canada

Juliette De Maeyer (UDM) - Canada

Samária Andradre
(Universidade do Estado do Piauí) - Brésil

Samuel Lima
(Universidade Federal de Santa Catarina) - Brésil

Cláudia Nonato (Universidade de São Paulo) - Brésil

Mara Roviada (Universidade de Sorocaba) - Brésil

Isabelle Meuret
(ReSIC, Université libre de Bruxelles) - Belgique

Paul Aron
(Philixte, Université libre de Bruxelles) - Belgique

Benoît Grévisse (ORM, UCLouvain) - Belgique

Annik Dubied
(Académie du Journalisme et des médias, Université de Neuchâtel) - Suisse

Lassané Yaméogo
(CNRST, Université de Ouagadougou) - Burkina Faso

Pierre N'sana Bitentu (IFASIC, Kinshasa) - République Démocratique du Congo

Comité d'organisation

Florence Le Cam (ReSIC-Arènes, Université libre de Bruxelles et Université de Rennes 1) - Belgique

Manon Libert
(ReSIC, CeRIS, Université de Mons) - Belgique

Monica Martinez
(SBPJor et Universidade de Sorocaba) – Brésil

Fabio Pereira (SBPJor et Université Laval) – Québec

Denis Ruellan (GRIPIC, Sorbonne Université) - France

Laura Storch
(Universidade Federal de Santa Maria) – Brésil

Florian Tixier (MICA, Université Bordeaux Montaigne & ReSIC, Université libre de Bruxelles) - France

Angelina Tourseil
(LaRSH, Université Polytechnique Hauts-de-France) - France

Philippe Useille (LaRSH, Université Polytechnique Hauts-de-France) - France